



AS/Soc (2021) 54rev
1^{er} décembre 2021
Fsocdoc54rev_2021

Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

Actualités covid-19 : « Personne n'est en sécurité tant que tout le monde ne l'est pas »

Déclaration adoptée par la commission le 1^{er} décembre 2021

1. La commission des questions sociales, de la santé et du développement durable est très préoccupée par l'évolution rapide de la pandémie de covid-19 en Europe et dans le monde. Une grande partie de notre continent est en proie à une vague du variant hautement contagieux dit variant Delta du coronavirus, qui met à rude épreuve les services de santé de nombreux pays. L'arrivée du variant Omicron, qui a été qualifiée de préoccupante par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en raison du nombre inédit de mutations de pointe pourrait provoquer une contagiosité encore plus élevée, ainsi qu'une possible évasion immunitaire des vaccins et des infections antérieures, aggravant une situation déjà mauvaise.
2. La commission insiste sur le fait que « personne n'est en sécurité tant que tout le monde ne l'est pas ». Une distribution mondiale équitable des vaccins – si nécessaire, mise à jour pour contrer le variant Omicron – est vitale pour protéger la santé publique. Nous devons empêcher le virus de circuler en vaccinant partout les groupes vulnérables et les travailleurs de la santé pour éviter davantage de décès et de maladies, et davantage endommager nos économies. Les États membres doivent s'abstenir de contribuer à des conditions de marché qui désavantagent considérablement les pays moins puissants sur le plan économique. Un engagement plus ferme à financer une réponse mondiale et un soutien à une dérogation à l'Accord sur les ADPIC¹ sont nécessaires afin que personne ne soit laissé pour compte. De plus, les États membres du Conseil de l'Europe devraient reconnaître tous les vaccins anti-covid développés par eux-mêmes, ainsi que tous ceux autorisés par l'OMS.
3. Les faibles taux de vaccination dans de nombreux pays, y compris certains pays européens, ne sont cependant pas seulement attribuables à des problèmes de logistique ou de financement de la production et de la distribution des vaccins. Des réticences à l'égard des vaccins, alimentées par la désinformation et la méfiance à l'égard des autorités nationales, rendent plus difficile l'obtention de progrès vaccinal. Le moment est venu de suivre les conseils de l'OMS d'investir non seulement dans de solides campagnes d'éducation vaccinale, mais aussi de lancer le débat sur l'obligation vaccinale.
4. Nous devons faire face à la réalité : la vaccination ne nous protégera pas, sans délai, de la vague actuelle du variant Delta, et encore moins de la prochaine vague du variant Omicron. La commission appelle ainsi tous les États membres du Conseil de l'Europe à prendre immédiatement – dans l'entier respect des droits humains – les mesures nécessaires pour réduire les taux d'infection, y compris à travers des méthodes barrières éprouvées telles que le port obligatoire du masque à l'intérieur, mais aussi, si nécessaire, des fermetures et des confinements.

¹ L'Accord de l'Organisation Mondiale du Commerce sur les Aspects des droits de propriété intellectuelle liés au commerce.